



**Amicale Des  
Anciens du  
Cirad**

# La Lettre de l'ADAC

**N° 21 – janvier 2013**

## Editorial

Communiquer mieux et davantage tels sont les maîtres-mots des vœux que je formule à l'attention des adhérents de l'Adac, et plus généralement aux anciens du Cirad.

Communiquer régulièrement entre anciens réduit la solitude qui menace avec l'âge et les soucis de santé. Une bonne fréquence des nouvelles et un accès direct à l'information permettent de coller à l'actualité événementielle dont celle, triste, des départs prématurés de nos amis et collègues.

Communiquer entre anciens entretient le partage d'un passé commun, rafraîchit nos savoirs, excite notre imagination du futur.

Communiquer entre anciens permet avec recul et impartialité d'observer si notre production scientifique et technique individuelle ou collective a eu un impact durable sur le développement des pays du Sud.

Pour faciliter cette communication multilatérale, l'Adac mettra en 2013 à la disposition de ses adhérents et sympathisants :

- Un nouveau site internet inter actif.
- Une lettre périodique sans cesse renouvelée.
- Des manifestations à caractère scientifique, culturel, convivial.
- Un premier ouvrage de la série *Histoire et mémoire des hommes*.

En ce début d'année, j'invite tous nos amis anciens du Cirad à participer à ce nouvel élan de communication, source de vitalité, de lisibilité, de légitimité de notre association. Merci de votre engagement.

Le président  
Jean-Pierre Gaillard

## Sortie à Saint-Jean-de-Fos, village de Potiers



Le 29 novembre 2012, une quinzaine d'adhérents se sont retrouvés sous un soleil frais pour une journée *Au cœur du village des potiers*, à Saint-Jean-de-Fos. Après une dégustation de vins à Montpeyroux, nous avons partagé un excellent repas à Saint-Jean-de-Fos. L'après-midi, nous avons visité ce village médiéval, accompagnés par une guide qui nous a fait apprécier ses rues étroites et sinueuses, son église et ses maisons aux toits et gouttières vernissées. Puis ce fut la visite accompagnée d'Argileum, La Maison de la Poterie. Dans le cadre d'un atelier de potier remarquablement conservé et restauré, des personnages plus vrais que nature nous ont conduits le long d'un parcours interactif et ludique dans le monde de la céramique.

## Quoi de neuf au Cirad ?

### L'équipe d'Angélique D'Hont a séquencé le génome du bananier

520 millions de bases, 36 000 gènes répartis sur 11 chromosomes... Voici le tout nouveau génome du bananier. Son séquençage vient d'être achevé par l'équipe d'Angélique d'Hont à l'UMR Agap, en collaboration avec une équipe du CEA-Génoscope, après plusieurs années de recherches menées avec le soutien financier de l'Agence nationale de la recherche.

Il s'agit d'une avancée majeure à double titre : elle va avoir un impact sur les 400 millions de personnes des pays du Sud qui en dépendent en matière économique et alimentaire ; le bananier est la première monocotylédone, aux côtés des céréales, pour laquelle un séquençage abouti a été obtenu.

### Le nouveau portail de l'intranet Cirad

Après quelques mois de gestation, le journal interne *Graines d'info* a le plaisir de vous annoncer la naissance de son successeur : l'espace Actualités du portail intranet.

Ce qui est nouveau ? Le portail laisse une large place à l'actualité interne et externe dans la colonne centrale. A l'image des journaux et magazines du web, les articles tombent au gré des événements.

**ADAC-Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5**

[adac0710@yahoo.fr](mailto:adac0710@yahoo.fr)

Association enregistrée sous le n° w3433005465

## Des résultats satisfaisants et diversifiés

Le contrat d'objectifs 2008-2011 présente des résultats satisfaisants qui ont aussitôt alimenté la préparation du contrat d'objectifs 2012-2016 déclinant la nouvelle vision stratégique du Cirad. S'engager dans une démarche de coconstruction et de formation au Sud, assurer une production scientifique de qualité, amener les acteurs français vers les dispositifs prioritaires sur des thématiques du Sud et globales, accroître le rôle de l'Europe, tels sont quelques-uns des points forts du bilan.

## SAVOIRS se met au numérique

L'équipe du Service d'appui à la valorisation opérationnelle de l'information sur la recherche scientifique du Cirad se met à la page. En plus d'une version papier, elle propose désormais certains de ses ouvrages en version numérique sur son site, remanié cet été pour l'occasion. Ainsi, vous pouvez les feuilleter sous Issuu®. Mieux encore : vous pouvez télécharger le dernier livret éducatif *La fièvre aphteuse* sur votre tablette, votre smartphone ou votre liseuse Kindle®.

Compilivres, livrets éducatifs, contes scientifiques, bande dessinée, le site est une étonnante vitrine au service de la valorisation pédagogique des connaissances scientifiques et techniques.

## De nouveaux moyens pour valoriser la recherche locale

Comment mieux valoriser les résultats de la recherche tropicale ? Avec la création d'un consortium de valorisation thématique « Valorisation Sud ». Après les universités de Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de la Réunion, c'est l'université des Antilles et de la Guyane qui s'est engagée dans ce consortium, le 6 novembre, en Martinique. Cette création ouvre la voie à la signature très proche de l'accord final de la convention de financement avec l'ANR.

Ce consortium sera coordonné par l'IRD, en partenariat avec le Cirad et l'Institut Pasteur.

## Une entreprise est née

Le Cirad favorise la création d'entreprises pour valoriser ses innovations. C'est ainsi que RD2 vient d'être constituée. Son objectif : être à l'interface entre le monde de la recherche et celui des acteurs des filières agro-alimentaires.

Cette entreprise apporte un conseil stratégique aux acteurs des filières agro-alimentaires et fait connaître les recherches menées au Cirad notamment. Son créateur, Christophe Montagnon, restera employé du Cirad pendant deux ans et dédiera une partie de son temps à la création de cette entreprise. A l'issue de cette période, le Cirad et RD2 devraient signer un contrat de collaboration.

## Inauguration d'un laboratoire virtuel

Le Labintex de l'Institut de recherche et de développement agronomiques argentin (Inta), vient d'être créé sur le modèle du LaBex de l'Embrapa, organisme de recherche brésilien. Ces « laboratoires extérieurs » visent à renforcer les coopérations entre le Brésil et l'Argentine, et la communauté scientifique en Europe.

L'accord de partenariat signé entre le Cirad et l'Inta permet de formaliser la participation du Cirad au laboratoire Agriterris mis en place par l'Inta, et auquel participe déjà l'Inra.

## Le Pram prend de l'ampleur

Il est né à l'initiative de Philippe Melin en 2002 et a été mis en œuvre par Jean-Jacques Baraer. Le Pram fédère sur un même site des équipes du Cirad, de l'Ird et de l'Irstea. Voilà que le Pôle de recherche agro-environnementale de la Martinique s'agrandit. Avec l'intégration de l'Université des Antilles et de la Guyane, le Pram devient le Campus agro-environnemental Caraïbe.

L'intégration de cette université est une vraie valeur ajoutée. Elle marque une étape importante dans l'évolution du groupement. Elle témoigne de la volonté des responsables institutionnels de renforcer les synergies entre l'enseignement supérieur et les organismes de recherche.

## Nouveaux retraités

### Est parti en retraite le 12 octobre 2012

André Berthaud, chercheur, UR Systèmes de pérennes (Persyst), Montpellier

### Sont partis en retraite le 31 décembre 2012

Josette Christ, correspondante ressources humaines, DRH, Montpellier

Marie-Thérèse Delort, technicienne de laboratoire, US Analyses (Persyst), Montpellier

Daniel Fouquet, chercheur, UR Bois tropicaux (Persyst), Montpellier

Denis Gounelle, chercheur, UMR Qualisud, Montpellier

Jean-Claude Girard, chercheur, UMR BGPI (Bios), Montpellier

Monica Gouirand, chargée de valorisation, délégation la valorisation, Montpellier

Jacqueline Govindin, assistante, direction régionale Antilles-Guyane, Neufchâteau, Guadeloupe

Philippe Hornus, chercheur, UR Recyclage et risque (Persyst), Montpellier

Michel Rosaire Jeannette, technicien supérieur, UR Systèmes de cultures annuelles (Persyst), St Denis, La Bretagne, la Réunion

Dominique Jouzier, assistante, Nogent-sur-Marne

Joseph Lara, technicien de laboratoire, US Analyses, Montpellier

Marie-José Linarès, documentaliste, délégation de l'information scientifique et technique, Montpellier

Jean-Luc Marger, assistant de laboratoire, UR Recyclage et risque (Persyst), Montpellier

Marc Roesch, chercheur, UMR Innovation (ES), Montpellier

Michel Vernay, chercheur, UR Bois tropicaux (Persyst), Montpellier

## « Les OGM : pourquoi en avoir peur ? »

C'est sur ce thème que Philippe Joudrier, ancien directeur de recherches à l'Inra et ancien président du comité d'experts de l'Afssa chargé de l'évaluation des OGM avant mise sur le marché, nous a donné, le 6 décembre 2012 au Cirad, sur invitation de l'Adac, une fort intéressante conférence.



### **Les OGM, pas de quoi avoir peur !** **Philippe Joudrier**

**Le Publieur**  
**2010**



**Faucheurs de science**  
**Gil Rivière-Wekstein**  
**Le Publieur**  
**2012**

Après avoir entendu P. Joudrier et lu son ouvrage, on saura mieux décrypter le discours de ceux qui pourfendent les OGM au nom d'*a priori* idéologiques, exploitant les peurs d'un public et de media souvent mal informés. Le même éditeur a publié tout récemment les conclusions d'une enquête conduite par Gil Rivière-Wekstein sur les militants écologiques radicaux autoproclamés « faucheurs volontaires » qui sévissent dans nos campagnes et dans nos laboratoires en recourant à la violence et à l'intox : destruction de champs, opérations commando, espionnage d'agriculteurs, montages financiers. Le tout avec l'indulgence, frisant la complicité, de journalistes plus motivés par la recherche de « scoops » que par le souci de la vérité scientifique.

Dans la première partie de son ouvrage, consacrée aux bases scientifiques de l'amélioration variétale, P. Joudrier rappelle que la transgénèse n'est qu'une méthode de sélection parmi d'autres, maillon actuel et certainement transitoire d'une longue chaîne d'interventions humaines qui a débuté avec la sélection empirique conduite depuis le néolithique. Les premiers animaux et les premières plantes domestiquées, il y a des milliers d'années, étaient déjà des OGM. Avec le développement de l'agriculture intensive, le rythme du renouvellement variétal s'est accéléré, au point que la durée d'utilisation d'une variété annuelle ne dépasse guère actuellement cinq ou six ans, tant l'environnement biologique, économique et technologique est changeant. La sélection traditionnelle ne permet pas de répondre à cette formidable accélération de la demande. Un organisme génétiquement modifié est un organisme chez lequel l'homme a introduit intentionnellement une séquence d'ADN qu'il a isolée et modifiée en laboratoire. On réalise ainsi, de manière volontariste et très précisément ciblée, ce que la sélection traditionnelle réalise par tâtonnements, à force de croisements aléatoires, jusqu'à obtention du transfert génétique recherché. Le résultat est le même ! Un gène n'est pas la propriété d'une espèce donnée, il ne peut à lui seul caractériser l'espèce. Par exemple, l'homme a 99 % de gènes communs avec le chimpanzé, mais aussi 40 % avec le cafard ou... la banane. Les variétés issues de transgénèse, dites OGM, sont soumises à des contrôles extrêmement poussés, parfois plus longs que la durée prévisible d'utilisation de la variété. Les méthodes dites « conventionnelles » ne sont pas soumises aux mêmes contrôles, alors qu'une PGM ne diffère en rien d'une variété conventionnelle pour son comportement général et l'interaction avec l'environnement. Au bout de vingt ans d'existence des PGM, il n'est pas possible d'authentifier un seul cas de préjudice envers l'homme ou la vie sauvage lié à leur culture. Curieusement, l'application de la transgénèse à la mise au point de produits pharmaceutiques ne suscite pas les mêmes réticences (vaccins, hormones, protéines du sang, etc.). Santé d'abord !

Le conférencier souligne les absurdités de l'étiquetage comme « pommes garanties sans OGM » alors qu'il n'existe pas de pomme GM). Il évacue les pseudo-risques attribués aux OGM :

- Risques alimentaires, éliminés par les contrôles alors que les variétés traditionnelles n'y sont pas soumises.
- Effets sur le long terme, alors que la durée d'utilisation des variétés modernes est très courte et que les produits de grande consommation sont issus de mélanges variétaux très variables.
- Risque allergénique : aucun cas recensé n'est imputable aux OGM. Toutes les protéines allergènes connues sont répertoriées et il est facile de s'assurer que les protéines ajoutées par la transgénèse ne présentent pas de caractères nocifs.
- Dissémination dans l'environnement de gènes du colza et du maïs. En fait, les caractères du colza GM n'ayant pas d'avantage sélectif évident, ils disparaissent rapidement en milieu naturel. Le maïs n'a pas de parent sauvage sous nos climats, où il ne peut se croiser qu'avec du maïs. Un espace de sept mètres suffit à éviter les fécondations entre champs. Les règlements de culture, en France, imposent 50 mètres.
- Réduction de la biodiversité, ni plus ni moins qu'une plante issue de sélection traditionnelle.
- Joug de l'agro-industrie et brevetage du vivant. Le commerce des semences, il y a trente ans, était déjà contrôlé par une dizaine de firmes. Les PGM n'y ont pas changé grand-chose, même si des opérateurs ont pu être remplacés par d'autres.

Gil Rivière-Wekstein ne développe aucune thèse pour, ou contre, les OGM. Il décrit, dans une approche journalistique et de manière très factuelle, l'organisation et les actions de ces militants qui ont fait des opérations commando leur *modus operandi*, saccageant des cultures en plein champ et même des expériences scientifiques conduites par la recherche agronomique. Pour ces écoterroristes, la lutte contre les OGM n'est qu'un volet du combat contre la société capitaliste et la mondialisation. « Dire non aux OGM en plein champ, c'est lutter contre la force du marché » peut-on lire dans leur charte. Leur motivation s'inspire d'un dogmatisme qui est tout autant anti-nucléaire, anti-autoroutes, anti-aéroports, anti-nanotechnologies, anti-vaccins et le reste à l'avenant, au nom de la démocratie et de la protection de l'environnement. Le Cirad en a fait les frais : pénétrant par effraction dans l'établissement, un commando – accompagné par une délégation de « paysans » indiens, histoire de donner à l'action une teinte tiers-mondiste – y détruisit un programme de transgénèse du riz conduit en milieu parfaitement confiné et contrôlé. L'auteur donne la parole à notre collègue Jean Masson, responsable du projet : « On travaille pour un établissement public et ces malades viennent tout détruire. Ils empêchent la connaissance d'avancer, c'est tout ce qu'ils font ». C'est un exemple parmi des dizaines d'autres. « Dans ces conditions, faut-il s'étonner que les principaux acteurs européens des biotechnologies aient quitté la France ? Du semencier français Limagrain au géant de la chimie BASF, en passant par le Suisse Syngenta ou encore Bayer, tous ont dû délocaliser leurs recherches à l'étranger ». Face à l'épouvantail des « grandes multinationales » qui ne seraient motivées que par l'appât du gain, la classe politique comme la justice, appuyées par une partie des media, brandissent le principe de précaution et se parent du titre de protecteur de la nature et de l'intérêt général, alors qu'aucune étude n'a jamais mis en avant le moindre problème sanitaire imputable à une plante génétiquement modifiée autorisée à la culture. Pour les intégristes verts, la diabolisation des OGM est devenue un fonds de commerce idéologique et politique.

Robert Schilling

**ADAC-Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5**

[adac0710@yahoo.fr](mailto:adac0710@yahoo.fr)

Association enregistrée sous le n° w3433005465

## Présentation d'ouvrage par Philippe Ballan



### **Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?**

**Hervé Bichat**

**Editions Quae, collection Essais**

**Février 2012**

Hervé Bichat connaît bien l'Afrique. Les séjours de coopération, en Côte d'Ivoire notamment, les nombreuses missions d'expert, la direction générale du Cirad, lui ont donné l'occasion d'approfondir ses analyses. L'Afrique aura aussi été un peu sa vocation profonde, comme celle de la moitié de sa promotion de l'Agro, comme il le rappelle, qui, à l'aube des années 60 et à l'heure des indépendances africaines, a cru au possible développement des « pays sous-développés » et aux courbes de « rattrapage de la croissance » que les économètres du Ministère de la coopération dessinaient sans vergogne dans leurs manuels. Surtout le mouvement Economie et humanisme, fondé autour du père dominicain Lebreton, auteur du célèbre ouvrage « *Suicide ou Survie de l'Occident* », et dont Bichat a été un des premiers responsables, avait fondé sa conviction d'un devoir envers l'Afrique, dont il s'exonère brillamment aujourd'hui avec cet ouvrage de conviction.

L'ouvrage est œuvre d'ingénieur, soucieux d'argumenter ses démonstrations, de citer ses sources, de construire une solution globale face à une situation longuement décrite dans tous ses aspects : l'agriculture d'abord sans doute « *en régression et avec des écosystèmes dégradés* », mais aussi la situation sanitaire, une puissance publique déconsidérée, l'explosion de commerces illicites... Deux parties bien distinctes : la première pour aller au tréfonds des causes qui auront fait et font du continent africain un ensemble particulier, que des comparaisons pertinentes avec l'Amérique du Sud et l'Asie éclairent d'une lumière de grand géographe (qui ne manque d'ailleurs pas de citer Pierre Gourou) ; la deuxième, « le » sujet, consacré aux problématiques agricoles, l'occasion de se mettre dans le sillage de René Dumont, cinquante ans après la publication de *L'Afrique Noire est mal partie*, et auquel l'auteur rend un hommage d'autant plus intéressant qu'il aura subi l'épreuve du temps. Critiqué par certains, en agaçant d'autres, Dumont reste une sorte de référence absolue pour l'invention du développement « harmonieux », comme on le qualifiait à l'époque de cette publication, et surtout progressif.

Cette deuxième partie commence fort opportunément par une réflexion sur les bases de toute politique agricole, rappelant l'exemple chinois de l'empire des Song au XII<sup>e</sup> siècle ; plus près de nous, le cadre qui a présidé en Asie à la révolution verte, et celui qui aura valu son succès à la PAC. C'est tout naturellement l'action de l'Etat qui est en cause, et en particulier « la sécurité publique, un système monétaire performant, un réseau de transport opérationnel ». C'est aussi la prise en compte des caractéristiques originales de la production agricole, faite de cycles économiques longs, avec des marchés particulièrement volatils, et un impact fort des facteurs climatiques. Enfin, c'est affaire d'hommes, les agriculteurs, sans lesquels rien ne se fait et qu'il faut convaincre.

Moderniser l'agriculture demande donc, au-delà de la question des techniques et pratiques agricoles, « d'améliorer la formation des agriculteurs, rénover les infrastructures, rationaliser les systèmes d'approvisionnement en facteurs de production et de commercialisation » ; mais c'est finalement, l'aspect humain et social qui retient l'auteur : « nutrition et santé, formation des femmes, éducation des enfants... ». Il note cependant que, si cette attention nécessaire aux sociétés paysannes n'a pas été suffisante, c'est tout de même que l'échec vient de ce que « les activités sociales prennent le pas sur les activités économiques », et que les projets s'arrêtent avec l'aide extérieure qui les accompagne ; dans l'intervalle, l'ordre social existant est bousculé sans que le temps soit donné de « digérer » les innovations proposées.

Cela fait dire à l'auteur que le principal problème est « d'accorder ses contraintes de temps et d'espace avec les univers mentaux des agriculteurs et des mécanismes de marché ». Ceci vient à l'appui de la conviction que « les concepts de l'économie libérale sont inopérants » et ramène au rôle incontournable de l'Etat : l'agriculture se développe si celui-ci est assez « fort » pour assurer ses missions de vulgarisation agricole et de financement long ; dans le cas contraire, elle ne le peut pas. L'Afrique noire est dans cette dernière situation, en particulier à cause de la mise en œuvre des fameux plans d'ajustement structurel (années 80) qui ont contribué à défaire ce qui avait été mis en place depuis la deuxième guerre mondiale. Comparaison est alors faite avec les pays développés, où la formation des agriculteurs aidant, les organisations professionnelles ont pris progressivement leur place, laissant l'Etat à ses seules missions de régulation.

Le cadre ainsi fixé, il faut en venir au sous-continent en cause : l'Afrique noire... Elle est « mal partie » ! Depuis que René Dumont a lancé ce propos, 50 ans se sont donc écoulés qui auraient pu laisser espérer un redressement. C'est d'ailleurs pour faire le point qu'Hervé Bichat, « choqué par le titre et le contenu » lors de la parution de l'ouvrage, a entrepris son analyse. Aujourd'hui il accorde d'abord à Dumont « une remarquable synthèse des savoirs agronomiques à la fin des années 50 » ; il lui reconnaît d'avoir mis le doigt sur trois grands problèmes : « la mauvaise gouvernance, l'impact de la croissance démographique, et la balkanisation ». Avec le recul, on perçoit à quel point Dumont aura donné l'alerte, à un moment où l'aide internationale avait un sens et du poids, et qu'à ce titre le livre exprimait une espérance, alors que ce sont au contraire les dérives qui allaient prendre de l'ampleur !

La ligne de force des propositions d'Hervé Bichat est justement de restaurer le rôle de l'Etat. On lit sous sa plume que « seul l'Etat peut créer les cadres spatio-temporels qui assureront le développement ». Retour à ce sujet sur « l'effet dévastateur du consensus de Washington et des ajustements structurels qui ont « limité les moyens de fonctionnement, bloqué les recrutements, conduit au dénigrement de l'Etat ». Et de fustiger la floraison de panneaux placés devant le siège des différents projets, quand ils n'ont pas pris tout simplement la place de leur administration de tutelle ! Exemples de cette renaissance de l'administration : le Maroc et le Plan Maroc vert, qui a su associer les zones montagneuses et des oasis au « Maroc utile » des plaines fertiles et des périmètres d'irrigation. Autres exemples cités : le Sénégal et le Mali, ce dernier pays plusieurs fois pour la réussite incontestable des opérations coton Mali-Sud...

**ADAC-Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5**

[adac0710@yahoo.fr](mailto:adac0710@yahoo.fr)

Association enregistrée sous le n° w3433005465

Autres lignes de force : le niveau régional de l'action et la priorité au long terme. Pour l'auteur, « allonger le pas de temps conduit à élargir l'espace considéré ». Au siècle des « pays-continent », seuls les regroupements régionaux permettront une action efficace. Et de remarquer qu'à la décolonisation, beaucoup d'institutions agissaient sur un espace commun ; de noter également qu'il existe un modèle de coopération interafricaine, celui de la monnaie (les 8 pays de la zone franc CFA au sein de l'Union économique et monétaire africaine (Uemoa). Autres exemples : l'école vétérinaire de Dakar et Institut International d'ingénierie de l'eau et de l'environnement de Ouagadougou, et encore la Conférence de la recherche agronomique francophone (Coraf).

Une attention particulière est portée au foncier, et à l'appropriation individuelle des sols garantie par des titres, seule condition pour tout à la fois la mise en place de financements et le maintien de la fertilité des sols. Au titre des obstacles : les relations d'ordre sacré entre l'homme et la terre, les pratiques coutumières de transhumance, et finalement la difficulté, rencontrée dans tous les pays qui s'y sont engagés, d'aller au bout du processus. Rappel utile sur l'importance du temps: le cadastre lancé par Napoléon a demandé quarante ans.

Retour aussi sur l'espace à propos des marchés régionaux, autre condition nécessaire au succès des politiques agricoles. Exemple de la PAC déjà citée, de l'Inde, qui a su créer un marché intérieur régulé et déconnecté des marchés mondiaux. Pour l'Afrique, l'argument-clé, déjà souligné par René Dumont, est la complémentarité des zones de savane et des zones forestières, comme aussi entre les régions portuaires et les régions agricoles de l'intérieur. La protection contre une concurrence étrangère excessivement agressive étant tout à fait légitime. Et l'auteur de regretter que, du fait même des importations des grandes agglomérations, celles-ci ne jouent pas le rôle moteur qu'elles pourraient et devraient jouer vis-à-vis de la production intérieure. Obstacles à cela : les recettes douanières à l'importation et la définition d'un « espace politique de référence » (articulé entre l'Uemoa et les 15 Etats de la Cedeao).

Ces difficultés sont évidemment surmontables : l'OMC a prévu des exceptions à la libéralisation du commerce en faveur des pays en développement à la conférence de Marrakech en 1994 ; les accords de partenariat économique ont été instaurés par l'accord de Cotonou en 2000 entre les 27 pays de l'Union européenne et 76 Etats d'Afrique, dont un avec l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble ; le Nepad dont le programme détaillé pour le développement de l'agriculture contient un programme ambitieux sur les marchés régionaux, et qu'il faut appuyer, même si « cette orientation reste une utopie ».

Sauver l'Afrique ? C'est au moment des indépendances que René Dumont jugeait l'Afrique noire « mal partie », et s'il faut la sauver c'est bien encore aujourd'hui d'une certaine dépendance vis-à-vis de l'étranger : dépendance des marchés, dépendance technique et technologique, dépendance financière des Etats. Face à cela, les forces vives sont encore et surtout constituées par les paysans : instruits, rassemblés, équipés. Ceux-là peuvent procurer aux Etats et aux populations, et en quantité, les biens alimentaires et agroindustriels nécessaires à l'autosuffisance et à l'export, et finalement à la croissance. Et ce en profitant des nouveaux acquis de la recherche agronomique, par la mise en place d'une certaine « révolution agronomique », qui trouve ses principaux facteurs de production dans les écosystèmes eux-mêmes (Griffon), réduisant d'autant la consommation en engrais et pesticides importés, en développant l'agroforesterie, les cultures associées... Mais non, cher Bichat, ce plan de sauvetage n'est pas une utopie !

Philippe Ballan  
Ancien coopérant technique et expert international

## NOUS COLLEGUES ET AMI(E)S DISPARU(E)S

**José-Charles Fleury** – 27 novembre 2012

José-Charles Fleury, ancien directeur général de l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux, est décédé le 27 novembre 2012 à l'âge de 88 ans. Juriste, diplômé de sciences politiques et docteur ès-sciences économiques, il a consacré l'essentiel de sa vie professionnelle au développement de cet institut prestigieux, où il était entré en janvier 1958, en qualité de secrétaire général, après avoir passé 2 ans dans la banque à Londres, puis 6 ans dans l'industrie (Rhône-Poulenc). Nommé directeur général adjoint en 1968, puis directeur général quelques années plus tard, il deviendra en 1985 directeur du département Oléagineux du Cirad. Il était titulaire de la Légion d'Honneur (chevalier, 1979), de la Croix de Guerre et de la Croix du Combattant en tant qu'engagé volontaire en 1944 dans la première armée (de Lattre de Tassigny) où il fut blessé, et Commandeur de l'Ordre national de Côte d'Ivoire (1990). José-Charles Fleury a marqué de son empreinte, de son autorité et de son charisme visionnaire durant trente-trois ans, la vie et le développement de l'institut, sous la présidence de personnalités illustres comme Robert Michaux, Robert Préaud, Xavier Torré, René Carrière de Belgarric, Michel Lesieur ou Maurice Bourges-Maunoury. Il fait partie de cette lignée de grands dirigeants qui ont fait réellement les instituts de recherche tropicale.

Par son action, José-Charles Fleury a largement contribué à faire de l'Irho un outil expérimental exemplaire, dont les compétences internationalement reconnues reposaient sur la capitalisation de ses savoir-faire, l'expertise de ses agents, la longévité de son action, la diversité de ses implantations au Sud. C'est grâce à sa compréhension de son époque et à sa lecture des évolutions institutionnelles et politiques, mais aussi avec sa circonspection légendaire, que José-Charles Fleury avait contribué à permettre en 1984, lors de la création du Cirad, la transmission des activités, le transfert des agents et la translation du patrimoine de l'Irho vers le nouvel établissement public qui regroupait alors neuf instituts français spécialisés en recherche agronomique tropicale. L'Irho avait sa place et conservait sa spécificité dans cette structure, jusqu'en 1992, en tant que Département oléagineux du Cirad. Dans son allocution de départ à la retraite, en 1990, il écrivait « j'aurais pu prendre ma retraite 5 ans plus tôt, mais j'ai pensé servir l'Irho et faire œuvre utile au Cirad, en restant le temps d'accompagnement nécessaire à cette grande mutation ».

Selon Hervé Bichat, avec lequel il a collaboré étroitement pendant cette période de transition de l'histoire des instituts, « ce fut un période difficile pour José Fleury, cela signifiait la fin d'un Irho autonome pour lequel il avait consacré tant d'efforts. Il a essayé de retarder cette échéance redoutable autant qu'il a pu, mais dès qu'il eut compris que cette réforme était inévitable, il y apporta une contribution exceptionnelle. L'organisme mis en place en 1984, bénéficia largement de ses conseils éclairés. C'est pourquoi je lui en garde une grande reconnaissance... Trois traits de sa personnalité sont à souligner : une grande rigueur dans tout ce qu'il entreprenait, son énergie et son courage – le devoir passait avant tout – et enfin sa loyauté ». Avec le Cirad, nous rendons hommage à l'action de José-Charles Fleury et lui témoignons respect et reconnaissance.

**ADAC-Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5**

[adac0710@yahoo.fr](mailto:adac0710@yahoo.fr)

Association enregistrée sous le n° w3433005465

### **Claude Bailly** – 24 décembre 2012

Né le 11 mars 1929, Claude Bailly nous a quittés le 24 décembre 2012, à Cotignac dans le Var. Diplômé de l'Institut national agronomique en 1949 et de l'Ecole nationale des eaux et forêts en 1953, il a terminé sa carrière au grade d'inspecteur général des eaux et forêts, en occupant le poste de directeur scientifique du Centre technique forestier tropical (Ctft) à Nogent-sur-Marne. C'est à Madagascar qu'il a laissé sa marque la plus profonde d'expatrié en dirigeant des actions à grande échelle de reboisement, de défense et de restauration des eaux et du sol et d'aménagement de l'espace rural. Au sein du Ctft, il a accompagné le passage au Cirad, en créant les programmes de recherche pour le développement (Forêt naturelle, Plantation, Agroforesterie, Bois) et de nombreux collègues du Cirad actuel lui doivent leur recrutement et leur orientation professionnelle. L'annonce de son décès a suscité de nombreuses réactions de collègues du Nord et du Sud.

### **Robert Ochs** – 3 janvier 2013

Né en 1928, Robert Ochs était ingénieur agronome et avait fait sa spécialisation de pédologue à l'Orstom. A son entrée à l'Irho, Institut de recherches pour les huiles et oléagineux, le 1er septembre 1954, sa première mission fut d'établir la carte des sols de la station de recherches du palmier à huile de Pobé, au Bénin, alors Dahomey. Cette connaissance permit un développement judicieux des essais génétiques et agronomiques sur cette station qui, créée en 1925 et prise en mains par l'Irho en 1945, fut le fleuron de l'institut en Afrique.

En 1961, il fut affecté à la station de recherches de Lamé en Côte d'Ivoire pour l'élaboration des bases agronomiques du premier plan palmier qui, conduit par une société d'Etat, la Sodepalm, a représenté 60 000 hectares de palmeraies dont 15 000 hectares de plantations villageoises. La qualité du travail de terrain et de réflexion de Robert a permis de conduire ce développement dans d'excellentes conditions. Bien que basé en Côte d'Ivoire, il faisait déjà partie du siège de l'institut comme responsable des études pédologiques et agronomiques.

En 1972, il fut affecté au siège de l'Irho, à Paris, comme directeur du service agronomique plantes pérennes, palmier-cocotier. Ses grandes connaissances en pédologie et en expérimentation sur le terrain l'ont amené à intervenir dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, principalement pour le développement du palmier à huile et le cocotier. Robert Ochs fut l'un des pionniers de la fumure « raisonnée » du palmier et du cocotier par l'utilisation du diagnostic foliaire.

Fin 1974, une partie des services de l'Irho, dont le service agronomique palmier-cocotier, fut décentralisée à Montpellier, avec la création du centre Gerdat où les programmes furent poursuivis. Robert, par ses compétences et la qualité de ses relations humaines, sut conquérir le respect de tous et trouver de nouveaux modes de fonctionnement et de relations avec les autres instituts. Il prit sa retraite en décembre 1993, après plus de 40 ans consacrés au développement des plantations de palmiers et cocotiers au bénéfice des économies des Etats, des sociétés privées et en définitive de l'élévation des niveaux de vie des populations concernées.

Si Robert Ochs a été un scientifique et un agronome de premier plan, reconnu dans le monde entier et qui fit avancer les connaissances en agronomie tropicale, ceux qui ont travaillé avec lui n'oublieront jamais ses qualités humaines exceptionnelles. Il savait transmettre ses connaissances avec gentillesse et savoir-faire. D'humeur toujours égale, malgré les soucis de la vie, privée et professionnelle, il savait rendre le travail enrichissant et efficace, tout en maintenant une ambiance détendue. Nous n'oublierons pas son sourire et sa disponibilité pour traiter des problèmes de chacun. Il était décoré de l'ordre national du mérite.

### **Fernand Boyer** – 5 janvier 2013

Né le 17 juillet 1949, Fernand Boyer nous a quitté le 5 janvier dernier. Menuisier de formation, Fernand Boyer avait été recruté au Centre technique forestier tropical (Ctft) à Nogent-sur-Marne, en 1966, pour travailler à la préparation des bois destinés aux essais de laboratoire. Après quelques années, son professionnalisme et ses qualités humaines l'ont conduit à devenir chef de l'atelier de menuiserie. A noter parmi ses principales réalisations, le pavillon de la biométrie à Nogent-sur-Marne, ainsi que la fresque murale en marqueterie située aujourd'hui dans le hall d'accès à l'amphi Jacques Alliot à Lavalette. En 1988, Fernand avait rejoint l'équipe de Guyane, à Kourou, où il avait travaillé sur des systèmes de construction d'habitat en bois adaptés aux conditions tropicales humides. Détaché plusieurs années à la Simko (Société immobilière de Kourou), il a participé très activement à la réhabilitation du village Saramaka de Kourou en dirigeant les chantiers de construction et en s'investissant dans la formation de nombreux jeunes aux métiers de menuisier et de charpentier. En 2000, connaissant bien la Guyane, Fernand s'est impliqué dans le projet « mouche de la carambole » du programme Fihor, tout en poursuivant des expertises sur des chantiers de construction. En 2006, il a intégré l'Umr Ecofog où il appuyait techniquement de jeunes stagiaires et doctorants en leur prodiguant des conseils avisés et en leur fabriquant des dispositifs complexes. Fernand avait pris sa retraite en août 2009.

## Réunion du Comité d'histoire Inra-Cirad le 17 janvier 2013

Le Comité d'histoire a été mis en place en 2005 afin de donner du sens aux évolutions scientifiques et institutionnelles qu'ont connues l'Inra et le Cirad, en les replaçant dans l'histoire de la recherche et de l'agriculture française et européenne :

- Il identifie des sujets de Master et de thèse qui seront encadrés par des chercheurs de l'Institut et des historiens. Il s'appuie pour ce faire sur les sources archivistiques disponibles ainsi que sur le corpus des archives orales de l'Inra (*Archorales* : recueil des témoignages oraux de personnes travaillant à l'Inra déjà partis à la retraite ou sur le point de cesser leur activité). Depuis sa création, la mission est officiellement soutenue et reconnue pour son apport historique.
- Il organise des journées de réflexion en s'appuyant sur les travaux d'historiens des sciences, afin de proposer aux agents de l'Inra et du Cirad, des débats et éclairages historiques sur les questions contemporaines.

Début janvier, l'Adac a reçu une invitation du Comité à participer à la réunion qu'il organisait le 17 janvier sur le site de Nogent-sur-Marne. Le programme de la journée nous intéressait particulièrement, car il était essentiellement consacré à l'histoire du Cirad et de ses origines, à la fonction « Archives » au Cirad, et à l'implication du Cirad dans la mission « archives orales » de l'Inra. Le délai étant court pour envisager un déplacement de Montpellier, deux de nos membres en région parisienne ont bien voulu accepter de représenter l'Adac en qualité d'anciens du Cirad : Henry-Hervé Bichat et François Pointereau. Leur compte-rendu permettra de juger de l'intérêt pour l'Adac de s'impliquer plus avant dans les travaux de ce comité et selon quelles modalités de participation. Pour de plus amples informations sur le sujet :

Comité d'histoire : <http://www6.inra.fr/comitedhistoire>

Mission archives orales de l'Inra : <http://www.inra.fr/archorales>

**ADAC-Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5**

[adac0710@yahoo.fr](mailto:adac0710@yahoo.fr)

Association enregistrée sous le n° w3433005465